

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
Cité administrative – Porte J
34, avenue du Maréchal Maunoury – BP 60723
41007 – BLOIS Cedex

Blois, le 05/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MINIER SAS

Naveil
BP 40086
41100 Vendôme

Références : 2023/27
Code AIOT : 0010003350

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2023 dans l'établissement MINIER SAS implanté Le Haut Moron 41500 Maves. L'inspection a été annoncée le 06/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques.
(<https://www.georisques.gouv.fr/>)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MINIER SAS
- Le Haut Moron 41500 Maves
- Code AIOT : 0010003350
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière MINIER SAS sise sur le territoire des communes de Conan et de Maves est une carrière de calcaire.

Elle est autorisée par les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2014.184.0002 du 3 juillet 2014 pour une durée de 30 ans.

La production maximale annuelle autorisée est de 400 000 tonnes pour une moyenne de 280 000 tonnes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion des suites de la visite d'inspection du 8/11/2022 ;
- Distance de sécurité ;
- Garanties financières ;
- Remise en état coordonnée à l'exploitation ;
- Prélèvement d'eau en nappe ;
- Réalisation et équipement des piézomètres ;
- Eaux usées domestiques ;
- Autosurveillance des niveaux de vibration ;
- Rapport de synthèse de l'autosurveillance ;

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, articles 1.6.2 et 1.6.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	90 jours
6	Prélèvements d'eau dans la nappe et suivi	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 9.2.2.1 et 4.1.1	Mise en demeure, respect de prescription	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Décapage des terrains	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 2.3.2	Sans objet
5	Eaux usées domestiques	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 4.3.12	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Distance de sécurité	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article Chapitre 1.5	/	Sans objet
4	Équipement des piézomètres	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 4.1.4.2.3	/	Sans objet
7	Autosurveillance des niveaux de vibrations	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 9.2.8	/	Sans objet
8	Rapport de synthèse de l'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 9.3.2	/	Sans objet
9	Conduite de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 2.3.4.1	Susceptible de suites	Sans objet
10	Autosurveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 9.2.7.1	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Distance de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article Chapitre 1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité des bords de l'extraction
Prescription contrôlée : Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. Cette distance est portée à 25 m au minimum le long de la RD n°924. Cette bande de 25 m minimum est végétalisée de façon à faciliter son intégration paysagère [...].
Constats : Pas d'écart constaté. Il est cependant fait remarquer à l'exploitant qu'il conviendrait de reculer le merlon de protection situé en bordure du front sur la bande des 10 mètres concernant la parcelle cadastrée section G n°11
Observations : La visite d'inspection a permis de constater le respect de la distance de 10 mètres entre les bords

de l'excavation et la limite du périmètre autorisé.

Le long de la RD n°924 la distance de 10 mètres qui est portée à 25 mètres est également respectée.

Concernant la parcelle cadastrée section G n°11, exclue du périmètre autorisé (pas de maîtrise foncière) mais enclavée dans ce dernier, il a également été constaté le respect de la distance de 10 mètres. Cependant, il est fait remarquer à l'exploitant que le merlon de protection situé en périphérie de cette parcelle (sur 3 côtés) sur la bande de 10 mètres, est placé en bordure du front exploité (hauteur de 15 mètres), ce qui présente des conditions de sécurité non satisfaisantes eu égard au risque de chute (le merlon devrait se situer en recul du front d'exploitation).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, articles 1.6.2 et 1.6.2.1

Thème(s) : Garanties financières.1

Prescription contrôlée :

1.6.2 :

Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.

L'exploitation est menée en 6 périodes quinquennales.

A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA).

1.6.2.1 :

Périodes	S1 (C1 = 15 555€/ ha)	S2 (C2 = 36 290 €/ ha) pour les 5 premiers ha (C2 = 29 625 €/ ha) pour les 5 suivants (C2 = 22 220€/ ha) au-delà	S3 (C3 = 17 775 €/m)	Total en € TTC
1	8,1853	5,1174	1,2150	382 288
2	8,9528	4,9753	1,7850	402 557 [...]

Constats :

La surface S2 prise en compte pour le calcul des garanties financières qu'elle soit issue de la prescription contrôlée ou du dossier de porter à connaissance en cours d'instruction est dépassée et, dans tous les cas le montant cautionné est insuffisant pour permettre la remise en état du site en cas de défaillance de l'exploitant.

Observations :

Sur le plan d'exploitation de l'année 2022 (remis lors de l'inspection) les surfaces S1, S2 et S3 indiquées sont respectivement de 10,82 ha, 15,60 ha et 1,45 ha. Pour la période considérée (n°2) les surfaces S1 et S2 prescrites sont donc dépassées. Cependant, un dossier de porter à connaissance est en cours d'instruction portant sur une modification du phasage d'exploitation et un nouveau calcul des garanties financières. Dans ce dossier pour la période considérée, les surfaces indiquées pour S1, S2 et S3 sont respectivement égales à 12,0 ha, 12,0 ha et 2,04 ha. Dans cette situation seule la surface S2 est dépassée. A noter par ailleurs que le phasage proposé dans ce dossier de porter à connaissance n'est pas non plus respecté par référence au plan d'exploitation de 2022.

Concernant le montant des garanties financières l'exploitant dispose d'un acte de cautionnement

en cours de validité (période du 01/10/2022 au 30/09/2024) pour un montant de 777 179 €. Sur la base des valeurs de S1, S2 et S3 figurant sur le plan d'exploitation de 2022 et du TP 01 base 2010 de décembre 2022 (JO du 16/02/2023) le montant de la caution doit être de 871 867 €. Le montant cautionné est donc insuffisant pour permettre la remise en état du site en cas de défaillance de l'exploitant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 90 jours

N° 3 : Décapage des terrains

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 2.3.2
Thème(s) : Mise en œuvre du décapage
Prescription contrôlée : Aucune extraction ne doit avoir lieu sans décapage préalable de la zone concernée. Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation. Le décapage est effectué de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. Le dépôt des horizons humifères ne doit pas avoir une hauteur supérieure à 2 m afin de lui conserver ses qualités agronomiques [...].
Constats : Pas d'écart constaté, sauf pour la partie la plus récente du merlon situé le long de la RD n°924 à l'Ouest du site, qui présente par endroits une hauteur supérieure à 2 mètres.
Observations : Un décapage est systématiquement réalisé préalablement aux opérations d'extraction. Sur le plan d'exploitation 2022 la zone découverte est réduite et limitée au voisinage du secteur en exploitation. Les terres de découverte sont utilisées pour la réalisation des merlons. Les stériles (utilisés pour le remblaiement) sont constitués de tas situés à proximité de la zone découverte en limite du périmètre autorisé au Nord du site. Le merlon situé le long de la RD n°924, constitué d'horizons humifères, présente par endroits dans sa partie la plus récente, à l'Ouest du site, des hauteurs supérieures à 2 mètres.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : Équipement des piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 4.1.4.2.3
Thème(s) : Équipement des 2 nouveaux piézomètres (craie)
Prescription contrôlée : En tête du puits, le tube de soutènement doit dépasser du sol d'au moins 50 cm. Cette hauteur minimale est ramenée à 20 cm lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. En zone inondable, la tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche. Le tube doit disposer d'un couvercle à bord recouvrant, cadénassé, d'un socle de forme conique entourant le tube et dont la pente est dirigée vers l'extérieur. Le socle doit être réalisé en ciment et présenter une surface de 3 m ² au minimum et d'au moins 30 cm au-dessus du niveau du terrain

<p>naturel pour éviter toute infiltration le long de la colonne. Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local, le socle n'est pas obligatoire mais dans ce cas le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 50 cm le niveau du terrain naturel.</p> <p>Le tubage est muni d'un bouchon de fond.</p> <p>[...] La tête de puits est protégée de la circulation sur le site.</p> <p>Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité.</p> <p>Les conditions de réalisation et d'équipement de l'ouvrage doivent permettre de relever le niveau statique de la nappe au minimum par sonde électrique.</p> <p>Chaque ouvrage est muni d'une plaque portant la cote NGF de la tête de l'ouvrage et le numéro attribué par la Banque de Données du Sous-Sol (BRGM) [..].</p>
<p>Constats : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Observations : Le site est équipé de 5 piézomètres. Deux piézomètres dans la nappe des calcaires et 3 piézomètres dont un forage dans la nappe de la craie. Lors de l'inspection un contrôle aléatoire des équipements de 2 piézomètres a été réalisé. Les piézomètres inspectés ont été : - PZ1 craie, n°03967X0130/PZ1, niveau du tube de protection sous le couvercle 114,90 m NGF, - PZ2 craie, n°03967X0131/PZ2, niveau du tube de protection sous le couvercle 121,22 m NGF</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Eaux usées domestiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 4.3.12</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux usées domestiques</p>
<p>Prescription contrôlée : Les eaux usées domestiques doivent être évacuées ou traitées conformément au Code de la santé publique. Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation de raccordement délivrée en application de l'article L. 1331-10 du code de la Santé Publique.</p> <p>Lorsqu'il n'est pas possible de raccorder l'évacuation des eaux usées à un réseau d'assainissement, leur épuration et leur évacuation doivent faire appel aux techniques de l'assainissement autonome et répondre aux dispositions de l'arrêté ministériel du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectifs.</p>
<p>Constats : La bordereau de suivi de déchets du 29/09/2023 concernant la dernière opération d'élimination</p>

des eaux usées domestiques de la carrière, ne comporte aucun renseignement dans sa partie 3 (éliminateur final /destination du déchet). Ce bordereau est à compléter.
Observations : L'exploitant a précisé que la carrière n'était pas raccordée à un système d'assainissement collectif. Les eaux usées sont dirigées vers une fosse étanche de 8 m3 environ de capacité qui est pompée à intervalles réguliers (environ tous les 2 mois d'après l'exploitant). Concernant l'évacuation des eaux pompées le dernier bordereau de suivi de déchets correspondant à cette opération a été demandé à l'exploitant. Le bordereau présenté porte le n°0V23090042 et est daté du 29/09/2023. Il correspond à une intervention réalisée par la SARL SARP OSIS agence de Vendôme. Le code déchet figurant sur le bordereau est le 20.03.04 (boues de fosses septiques). L'examen du bordereau a mis en avant que la partie destinée au traitement du déchet n'était pas renseignée (station d'épuration de Naveil d'après l'exploitant).
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 6 : Prélèvements d'eau dans la nappe et suivi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 9.2.2.1 et 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Respect et suivi des volumes de prélèvement dans la nappe de la craie
Prescription contrôlée : Art 9.2.2.1 Les installations de prélèvement d'eau en eaux de nappe sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces dispositifs sont relevés mensuellement [...]. Art 4.1.1 Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes : Masse d'eau : Craie Séno-Turonienne : valeurs maximales : 7000 m3/an ; 7,9 m3/h ; 64 m3/jour [...].
Constats : Le forage de pompage dans la craie n'est pas équipé d'un dispositif de mesure totalisateur des volumes d'eau prélevés et le volume maximal annuel admis pour le prélèvement est dépassé.
Observations : Le site est équipé d'un forage de prélèvement des eaux souterraines dans la nappe de la craie. Ce forage est identifié n°03967X0129/PZ3 et se situe à la cote de 111,36 m NGF. Il ne dispose cependant d'aucun dispositif de mesure totalisateur de la quantité d'eau prélevée. Pour estimer les volumes d'eau prélevés l'exploitant a indiqué qu'il relevait hebdomadairement le compteur horaire associé au fonctionnement de la pompe de prélèvement et qu'il multipliait la valeur relevée par le débit nominal de la pompe (7 m3/h). Dans son rapport concernant le bilan de l'activité 2022 l'exploitant a indiqué pour les prélèvements d'eau : 3637 h de fonctionnement pour la pompe et une quantité d'eau prélevée de 25459 m3 (3637 h x 7 m3/h). Lors de l'inspection il a indiqué que ce calcul était erroné et que le volume annuel prélevé devait plutôt être de l'ordre de 13000 m3 (7h de fonctionnement par jour, par 7 m3/h par 265 jours travaillés).
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 90 jours

N° 7 : Autosurveillance des niveaux de vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 9.2.8
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques
Prescription contrôlée : Une mesure de la vitesse particulaire pondérée est effectuée dès les premiers tirs sur la carrière, puis à minima tous les ans. Ces mesures sont effectuées par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Une mesure de la vitesse particulaire pondérée est effectuée à l'occasion de chaque tir. Les tirs sont réalisés à une fréquence de l'ordre de 2 à 3 semaines. Le dernier tir précédent l'inspection a été réalisé le 25/09/2023. Les vitesses particulières enregistrées ont été les suivantes : V radiale : 0,9062 mm/s, V transversale : 1,141 mm/s et V verticale : 0,7339 mm/s. Lors de ce tir 15 355 m3 de matériaux ont été abattus. Pour l'acquisition des explosifs la société MINIER dispose d'un certificat d'acquisition délivré par la préfecture du 41. Ce certificat couvre la période du 01/08/2023 au 31/07/2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Rapport de synthèse de l'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 9.3.2
Thème(s) : Rapport de synthèse de l'autosurveillance
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit tous les ans un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au CHAPITRE 9.2. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité [...].
Constats : Pas d'écart constaté .
Observations : Lors de l'inspection l'exploitant a présenté le rapport de synthèse portant sur l'année 2022 et relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au CHAPITRE 9.2.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Conduite de l'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 2.3.4.1
--

Thème(s) : Risques chroniques, Extraction à sec
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Le carreau de la carrière a pour cote minimale 107,9 m NGF pour les parties exploitées à compter de la notification du présent arrêté. Pour mémoire l'article III.4.D.a de l'arrêté n°02-3521 du 22 août 2002 fixait la cote du carreau à 106 m NGF. En tout état de cause le fond de fouille doit toujours se situer à au moins 1 m NGF au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Lors de l'inspection du 8/11/2022 il avait été relevé que sur le plan d'exploitation de l'année 2021 (levé au 14/12/2021), les points de niveau du carreau de la carrière, au nombre de 3, étaient très proches les uns des autres et situés en pied de remblai, avec une altimétrie supérieure à 107,9 m NGF (le point le plus bas est à 108,0 m NGF). Cependant, comme aucun point ne se trouvait situé au milieu du carreau, le respect de la cote de 107,9 m NGF n'avait pas pu être vérifié, ce qui avait conduit à relever un constat susceptible de suite. Dans sa réponse du 9 février 2023 l'exploitant a précisé : "Sur le plan d'exploitation de 2022, nous indiquerons le carreau de l'extraction en plusieurs endroits". Sur le plan d'exploitation de 2022, où la cote du carreau est effectivement indiquée à plusieurs endroits du secteur en extraction, aucun point de nivellement ne se situe sous les 107,9 m NGF.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Autosurveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 9.2.7.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Les premières mesures sont réalisées au cours des trois premiers mois suivant la notification du présent arrêté, puis, la fréquence des mesures est trisannuelle. De nouvelles mesures sont également réalisées dès lors que les circonstances l'exigent (notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées). Ces mesures sont effectuées par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ces contrôles sont effectués par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.

Constats :

Pas d'écart constaté.

Observations :

Dans les mesures de bruit réalisées le 10 juin 2020, l'emplacement retenu pour la mesure en limite de site ne correspondait pas à celui fixé par l'arrêté préfectoral d'autorisation de la carrière. Un constat susceptible de suite avait donc été relevé demandant à l'exploitant de refaire une mesure au bon emplacement.

Dans sa réponse du 9/02/2023 l'exploitant avait justifié cet écart en précisant qu'il avait déplacé le point de mesure en limite de site au plus près de l'habitation la plus proche, puisque le niveau à retenir en limite de site vise à assurer le respect du critère d'émergence. Cependant, comme demandé, il s'est engagé pour la prochaine campagne de mesures à réaliser la mesure en limite du site au plus près de l'installation de traitement des matériaux, comme prescrit par son arrêté d'autorisation.

La dernière campagne de mesures de la situation acoustique du site a été réalisée le 8 août 2023. Le rapport de cette campagne met en avant d'une part, le respect des emplacements prescrits pour le bruit en limite de site et dans les ZER et, d'autre part, le respect des valeurs limites imposées (bruit en limite de site et émergence).

Type de suites proposées : Sans suite